

Audience de justice transitionnelle en Colombie jugée utile

Image not found or type unknown



Bogotá, 23 juin (RHC) Malgré les histoires douloureuses racontées par les victimes d'enlèvements de la part des anciennes FARC-AP, les audiences réalisées par la justice transitionnelle sont considérées comme un succès de l'Accord de paix en Colombie.

Ces rencontres face-à-face ont débuté la veille entre les victimes et sept membres du dernier secrétariat des Forces armées révolutionnaires de la Colombie-armée du peuple (FARC-AP) qui ont reconnu leur responsabilité dans ces événements.

Rodrigo Londoño, Pablo Catatumbo, Pastor Alape, Milton de Jesús Toncel, Jaime Alberto Parra, Julián Gallo et Rodrigo Granda ont comparu à l'audience qui s'est poursuivie à la bibliothèque Virgilio Barco.

Lors de la première journée on a abordé l'enlèvement de policiers, de militaires et de politiciens pour forcer l'échange contre des guérilleros prisonniers, l'une des modalités trouvées par la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) dans cette affaire.

Hier les victimes et les représentants de l'EJP, entité issue de l'Accord de paix, ont discuté du schéma de l'enlèvement par les anciennes FARC-AP dans le but de financer la guerre.

L'ancien ministre et ancien candidat à la présidence, Luis Gilberto Murillo, a déclaré que l'audience publique dans le cadre de l'EJP des sept principaux dirigeants de l'ancienne guérilla des FARC-AP devant les victimes pour reconnaître leurs crimes, marque une étape importante en Colombie qui construit une nouvelle nation par le pardon, la justice, la réparation et la paix.

D'autre part, Humberto de la Calle, qui a été chef de la délégation gouvernementale de Juan Manuel Santos lors des pourparlers de paix tenus à La Havane, a déclaré qu'il n'aimait pas le mot 'historique' car on en abuse trop.

"Mais, a-t-il ajouté, cette audience de l'EJP mérite ce qualificatif. Combien de personnes n'ont pas cru que les FARC-AP feraient la reconnaissance à laquelle elles se sont engagées. L'Accord de paix est toujours sur la bonne voie » a-t-il déclaré.

L'ancien ministre de l'intérieur, Guillermo Rivera, qui a travaillé sur la loi des victimes et la restitution des terres et sur les règlements d'application de l'Accord de paix, a souligné qu'en Colombie « la paix est imparable » rappelant que beaucoup disaient que la reconnaissance de responsabilité serait impossible au moment où les réformes pour y parvenir étaient en cours.

Dans une récente interview accordée à l'agence Prensa Latina, le président de l'EJP, l'avocat Eduardo Cifuentes, a expliqué que lors de la macro-affaire 01, plus de 21 mille enlèvements par les FARC-AP ont été déterminés.

Ces enlèvements s'inscrivent dans le cadre d'une politique de financement de la guerre interne en Colombie, une forme d'assujettissement de la population, d'assujettissement territorial et politique pour l'échange des prisonniers, et dans ce contexte, d'innombrables crimes de guerre et crimes contre l'humanité, a-t-il ajouté.

"S'ils reconnaissent la vérité, ils entrent dans la voie de réparation très importante qui impose aussi, naturellement, une sanction, mais différente de la peine de prison en tant que telle », a-t-il dit.

Il a ajouté qu'ils devront travailler dans les prochains cinq à huit ans, œuvrer en faveur des victimes dans le cadre des plans, programmes et d'activités que l'État doit développer précisément dans ces territoires et en faveur des populations les plus vulnérables qui ont été les plus visées par une partie de la violence du conflit.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291551-audience-de-justice-transitionnelle-en-colombie-jugee-utile>



Radio Habana Cuba